

UN-REDD
PROGRAMME



**Cadre de l'Appui aux
activités nationales de
REDD+:
Programme Global
2011-2015 (SNA)
Annexe au Rapport d'étape
semestriel de 2014 du Programme
ONU-REDD**

Treizième réunion du Conseil
d'orientation du Programme
ONU-REDD

3-7 novembre 2014
Arusha, Tanzanie

Conformément à la décision du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, le présent document ne sera pas imprimé afin de réduire au minimum l'incidence des processus du Programme ONU-REDD sur l'environnement et de contribuer à leur neutralité climatique. Les documents de la réunion du Programme ONU-REDD sont disponibles sur Internet à l'adresse www.unredd.net ou www.un-redd.org.

Table des matières

Partie	Titre	Page
1.	Déroulement du Programme AAN	3
2.	Rapport d'étape semestriel de l'Appui aux activités nationales REDD+: Programme Global	4
3.	Information financière	21

Tableau

Tableau 1. Budget et dépenses de l'AAN, couvrant la période allant du mois de novembre 2011 au mois de décembre 2014, en termes de réalisations et de résultats	21
---	----

Liste des sigles et acronymes

ALC	Amérique latine et Caraïbes
AAN	Appui aux activités nationales REDD+
BDS	Système de partage des avantages
CBR+	REDD+ à assise communautaire
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
EPG	Évaluation participative de la gouvernance
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FASM	Fonds d'affectation spéciale multipartenaire
FCPF	Fonds de partenariat pour le carbone forestier
FIP	Programme d'investissement pour la forêt
FPIC	Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause
GES	Gaz à effet de serre
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
GTPN	Groupe de travail sur les Programmes nationaux
KM	Gestion des connaissances
LEAF	Projet de réduction des émissions dans les forêts d'Asie
LECB	Projet de renforcement des capacités sur les faibles émissions
LULUCF	Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie
MRV	Mesure, notification et vérification
ONU-REDD	Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement
OSC	Organisation de la société civile
PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
REDD	Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts
RDC	République démocratique du Congo
R-PP	Document de préparation à la REDD
SIG	Système d'information géographique
SIS	Système d'information sur les garanties
SNSF	Système national de surveillance des forêts
UNEP-IF	Initiative de collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec le secteur financier
WOCAN	Organisation des femmes pour l'évolution de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles

1. Déroulement du Programme AAN

Intitulé du programme : «Appui aux activités nationales REDD+ : cadre du Programme global 2011-2015»

Date d'approbation par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD:	9 août 2011
Date du premier transfert de fonds :	1 novembre 2011
Date d'échéance selon le document du Programme :	31 décembre 2015

Partenaires d'exécution:

- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

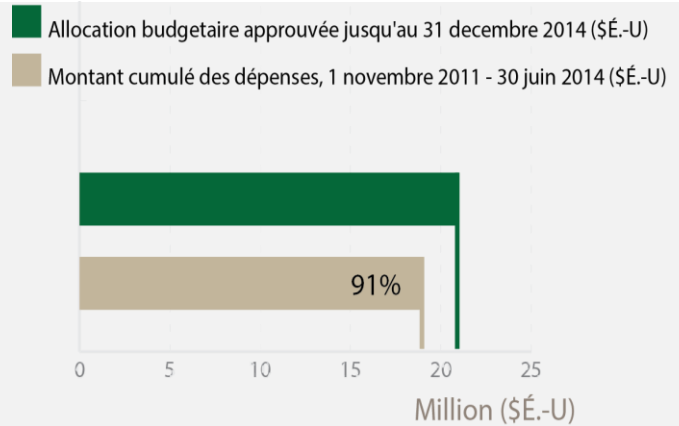
Organisme participant de l'ONU	Allocation budgétaire approuvée Novembre 2011 – 31 décembre 2014 (dollars US)	Cumul des dépenses totales 1 novembre 2011 - 30 juin 2014 (dollars US)
FAO	31 617 355	25 954 861
PNUD	34 220 102	25 650 276
PNUE	25 864 684	17 103 520
Coûts d'appui indirects (7 %)	6 19 150	4 807 606
Total	98 121 291	73 516 262

2. Rapport d'étape semestriel de l'Appui aux activités nationales REDD+: Programme Global

La présente annexe au Rapport d'étape semestriel 2014 du Programme ONU-REDD fait état des avancées réalisées au titre de « l'Appui aux activités nationales REDD+ : cadre du Programme global » (AAN) au cours du premier semestre de 2014. Elle résume et recense les principales réalisations accomplies par rapport aux résultats et cibles de l'AAN, définis dans le cadre de suivi de l'AAN 2013-2015. L'annexe met également en exergue les enseignements tirés de ces avancées et réalisations.

Résultat 1 : Les pays REDD + sont dotés des systèmes et des capacités nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre le MRV et le suivi

Cible:¹ 30 pays REDD+ bénéficiant d'un appui du Programme ONU-REDD ont atteint les premières étapes du développement des mécanismes institutionnels, afin de garantir l'exécution des fonctions de surveillance et de MRV pour la REDD+, et ont amélioré leurs capacités et base d'information.



- Lancement, en anglais et en espagnol, d'un « Système national de surveillance des forêts » (SNSF) pour la REDD ou d'un portail électronique nfms4redd.org, intégralement mis à jour, qui fournit une documentation technique et des statistiques émanant des systèmes SNSF et MRV (Mesure, notification et vérification) des pays, ainsi que des publications portant sur des supports de connaissance, des outils et des documents concernant divers aspects du SNSF et de la MRV.
- Bénéficiant de l'aide d'un adossement technique, lancement en Équateur de son nouveau portail électronique SNSF à l'appui de son Programme national.
- Les pays ont renforcé leurs capacités et échangé leurs connaissances et expériences sur les SNSF et les MRV grâce à la tenue de séances de formation, d'ateliers et à une coopération Sud-Sud :
 - 27 experts (dont trois femmes), venus du Bangladesh, du Bhoutan, de l'Inde, du Népal et du Sri Lanka ont évoqué et échangé leurs expériences au sujet des équations allométriques des arbres et sur la façon de calculer le volume des arbres, leur biomasse et leurs stocks de carbone, en utilisant la plateforme électronique mondiale GlobAllomeTree à l'occasion de « l'Atelier régional sur les équations allométriques des arbres en Asie du Sud », qui s'est déroulé du 26 au 29 mai à Kerala, en Inde.
 - 31 participants (dont cinq femmes) venus de Belize, de Colombie, du Costa Rica, de la République dominicaine, du Guatemala, du Salvador, du Honduras, du Nicaragua et du Mexique ont échangé les connaissances qu'ils ont acquises et

¹ Au décembre 2015.

les enseignements qu'ils ont tirés des méthodologies utilisées pour surveiller les forêts et calculer les émissions forestières lors de « l'Atelier régional consacré à l'échange d'expériences en matière d'estimation des facteurs d'émission par le biais de la surveillance des forêts », organisé par la Commission nationale mexicaine sur la foresterie (CONAFOR) , du 28 mai au 1 juin, au Salvador et au Mexique. La publication « La situation actuelle et les perspectives du rôle des estimations des facteurs d'émission dans les systèmes de surveillance des forêts mésoaméricaines » a été produite et parrainée par le Centre agronome de recherche et d'enseignement (CATIE - Centro Agronómico Tropical De Investigación Y Enseñanza).

- L'adossement technique, l'appui ciblé et une meilleure coordination avec d'autres initiatives – notamment avec l'AJCI, *SilvaCarbon* et l' Agence allemande de coopération internationale (GIZ), qui travaillent sur les MRV et SNSF dans les régions d'Asie-Pacifique (Bangladesh, Mongolie, Népal, Pakistan, Îles Salomon, Sri Lanka et Viet Nam), d'Afrique (RDC, Ghana, Éthiopie, Côte d'Ivoire, Kenya, Nigeria, Soudan, Togo, Ouganda et Zambie) et d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Colombie, Costa Rica, Équateur, Mexique et Paraguay) – ont permis d'améliorer les performances du personnel gouvernemental de ces pays au niveau des MRV et SNSF.
- 85 participants de 20 pays d'Afrique et des États arabes ont échangé et enrichi leurs connaissances en matière de notification des SNSF et GES, à l'occasion d'un atelier qui a eu lieu du 25 au 27 février à Livingstone, en Zambie, et qui avait été organisé en participation avec le gouvernement de Zambie, ONU-REDD et le Programme LECB (Renforcement des capacités sur les faibles émissions) du PNUD. Ceci est le résultat du regroupement d'un vaste éventail de techniques de notification sur les activités forestières, agricoles et sur d'autres modes d'utilisation des terres, et des contributions apportées par la CCNUCC (Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) et le GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat). Cet atelier a également abordé la question des enjeux communs concernant le développement d'un inventaire national de GES.
- 19 participants (dont sept femmes) venus du Brésil, de la Guyane française, de Guyana et du Suriname ont échangé et enrichi leurs expériences, concernant la création d'inventaires forestiers nationaux et l'évaluation de l'état des stocks de carbone et de biomasse forestière, lors de l'atelier régional qui s'est tenu en Amérique du Sud et centrale, les 28 et 29 avril à Cayenne, en Guyane française, et dont le thème était la « Création d'un inventaire forestier national universel ».
- 90 experts (dont 28 femmes) venus de 19 pays ont fait le point sur les résultats concernant les éléments d'information et de données liés aux évaluations de la biomasse forestière en Afrique, lors de l'atelier régional centrafricain ayant pour thème l' « Changements d'affectation des terres et évaluation des stocks de carbone forestier », qui s'est tenu les 21 et 22 mars à Libreville, au Gabon.
- Des experts en foresterie, du Cambodge, du Congo et du Sri Lanka ont renforcé leur capacité au niveau des SNSF, en prenant les initiatives suivantes :
 - Au Cambodge, en organisant une séance de formation consacrée à la création d'un inventaire de GES, destiné au secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (LULUCF) (y ont assisté 17 participants, dont deux femmes).

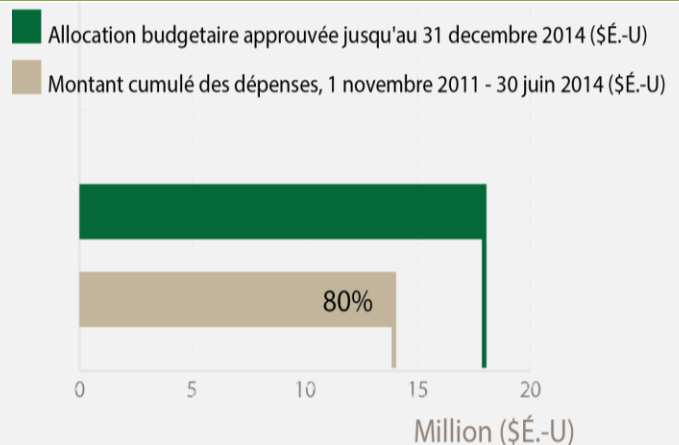
- En République du Congo, en organisant le 22 mars un atelier axé sur un système de gestion et d'archivage des bases de données ; ainsi qu'une séance de formation séparée sur la gestion et l'analyse des bases de données relatives à l'inventaire forestier national, qui s'est déroulée du 22 mars au 5 avril à Brazzaville (y ont assisté 11 participants, dont quatre femmes).
- Au Sri Lanka, en organisant une séance de formation dans le pays sur la création d'un inventaire de GES destiné au secteur LULUCF, qui a eu lieu du 15 au 22 février (y ont assisté 33 participants, dont douze femmes) ; ainsi qu'une autre séance de formation sur les équations allométriques des arbres qui a eu lieu du 19 au 24 mai (y ont assisté 27 participants, dont quatre femmes).

Enseignements tirés :

Les pays partenaires renforcent leurs capacités de travail sur les systèmes SNSF et MRV. Ceci, qui permettra aux pays de commencer à appliquer le Cadre de Varsovie, a pour but ultime de formuler des niveaux d'émission de référence intérimaires et des estimations infranationales dans le contexte d'un champ d'application national plus étendu. Les capacités en seront accrues et les systèmes nationaux en seront d'autant plus résilients et durables.

Résultat 2 : Des systèmes de gouvernance nationale fiables et ouverts à tous sont instaurés afin de mettre en œuvre la REDD+

Cible: 50 % des stratégies, feuilles de route ou documents de phase 2 appuyés par le Programme ONU-REDD, et dont l'élaboration a été ouverte à tous, sont jugés convaincants sur le sujet de la gouvernance.



Avancées :

- Dans le sillage des constats de [l'Étude de cas sur l'inclusion des femmes dans la REDD+ au Cambodge](#), réalisée au titre de l'Initiative conjointe ONU-REDD/LEAF/WOCAM, le Cambodge met sur pied une petite équipe en charge des questions de genre, intervenant dans des délais précis. Elle sera constituée de représentants ministériels, ayant pour mission d'appuyer les travaux du groupe d'action, du groupe consultatif et des équipes techniques de la REDD+, qui ont été mis en place au titre du Programme national du Cambodge.
- Le Nigeria et le Viet Nam se préparent à lancer leur première EPG (Évaluation participative de la gouvernance), avec l'appui d'un adossement technique. Au Nigeria, on a assisté à un renforcement des capacités concernant la mise au point

des méthodes d'élaboration d'indicateurs de gouvernance et de collecte des données. Une [réunion de validation participative](#) a aussi été organisée au sujet des méthodes de collecte des données et de l'ensemble des indicateurs. Le Viet Nam a entrepris une visite d'étude en Indonésie, au mois d'avril, en vue de former ses collecteurs de données sur les méthodes de collecte (voir le [rapport](#)). Les [Méthodes de collecte des données](#) ont été avaluées par les groupes de travail d'experts et provinciaux à Lam Dong, et ont été mises en œuvre par quatre équipes de collecte de données, ce qui permettra de publier le rapport EPG à la fin de 2014.

- L'Indonésie envisage de publier son deuxième rapport sur l'EPG au début de 2015. Pour s'y préparer, le pays : (i) procède à une évaluation consultative de son système de permis forestier en ligne en vue de réduire les pratiques non efficaces et la corruption ; (ii) a affiné l'ensemble d'indicateurs pour la deuxième EPG et commencé à collecter des données (iii) a révisé 21 réglementations dans un souci d'éviter les déficits identifiés dans les faits, qui ont précédemment donné lieu à un risque de corruption relativement élevé, et (iv) a organisé l'événement « ["Réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le cadre de la mise en œuvre de la REDD+](#) » le 17 juin à Jakarta.
- Plusieurs pays ont planifié des activités et alloué des budgets dans leurs documents clés en faveur des questions de genre et/ou d'engagement des femmes, à savoir : le Bangladesh, la Côte d'Ivoire et le Panama dans leurs documents R-PP (Proposition de préparation à la REDD) ; l'Argentine dans ses activités planifiées révisées du R-PP et du Programme national ONU-REDD ; la Mongolie dans sa feuille de route de préparation à la REDD+ nationale qui a d'abord été validée au niveau national en mai pour être ensuite entérinée par le ministère de l'Environnement et du Développement vert ; et enfin la PNG (Papouasie-Nouvelle-Guinée) dans ses ébauches de directives portant sur le principe FPIC (Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause) applicable à la REDD+, et qui sont à l'heure présente en cours de validation.
- Dans la région Asie-Pacifique, des représentants du gouvernement, de la société civile, de groupes de femmes et le secteur privé se sont entretenus sur les disparités existant entre les hommes et les femmes au niveau de la REDD+ et dans le secteur de la foresterie. Des prises de mesure concrètes ont été avancées pour assurer l'inclusion des considérations de genre dans leur processus de préparation à la REDD+, lors de l'atelier régional Asie-Pacifique ayant pour thème « [Inclusion des femmes pour des forêts durables : ce qui marche](#) », organisé en collaboration par WOCAN et LEAF et qui a eu lieu les 26 et 27 mars à.
- Lancement du document d'orientation « [Évaluation de la gouvernance forestière : Un guide pratique pour la collecte, l'analyse et l'utilisation des données](#) », qui aide à planifier une évaluation de la gouvernance forestière, à mettre au point des méthodes et des outils de collecte de données, à recueillir et analyser des données et à partager les résultats obtenus avec des décideurs et d'autres parties prenantes.

Principales étapes franchies :

- Au Panama, amélioration de la coordination entre le gouvernement, les peuples autochtones, les communautés paysannes et d'afro-descendants et les trois organismes des Nations Unies, pour la mise en œuvre du Programme national révisé. La signature d'un accord entre le gouvernement et les peuples autochtones – qui font partie du secrétariat du Programme national – et la conclusion d'un accord sur

un nouveau cadre axé sur les résultats, sont à l'origine de cette amélioration. Par ailleurs, les parties prenantes nationales ont aussi convenu d'une feuille de route visant à mettre en lace la stratégie REDD+ nationale.

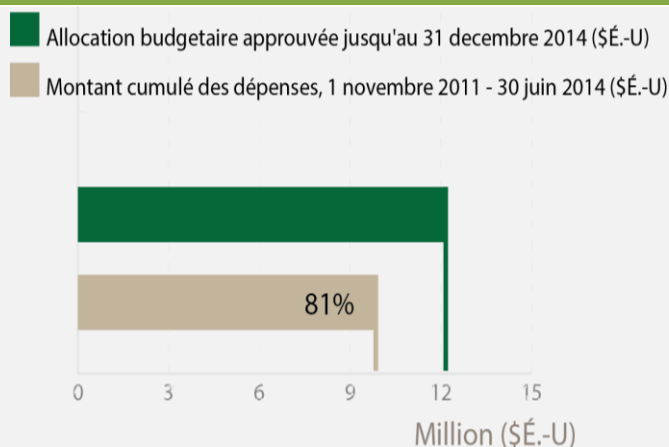
- Au Pérou, finalisation d'un document préliminaire sur la conception d'un fonds national destiné à la lutte contre les changements climatiques et aux forêts, créé à l'issue d'une consultation multipartite.
- Au Viet Nam, élaboration d'un document de conception de fonds nationaux en faveur de la REDD+ et d'un projet d'arrêté ministériel y afférent et soumission de ces documents à l'approbation du gouvernement aux fins d'adoption.
- En Argentine, au Paraguay et au Panama, avec l'appui d'un adossement technique, réalisation d'une analyse du contexte institutionnel, basée sur la méthodologie mise au point par le Centre pour la gouvernance d'Oslo (PNUD). Cette analyse permettra d'évaluer l'environnement propice à la REDD+ et de formuler des recommandations pour une collaboration interinstitutionnelle au titre des Programmes nationaux.
- Au Népal, publication d'une étude intitulée "[Understanding drivers and causes of deforestation and forest degradation in Nepal: potential policies and measures for REDD+](#)," ([Comprendre les facteurs et les causes du déboisement et de la dégradation des forêts au Népal : politiques et mesures potentielles en faveur de la REDD+](#)), dont s'est inspiré le rapport de mi-parcours du pays sur l'évaluation environnementale et sociale stratégique.
- La "[Guidance Note on Gender Sensitive REDD+](#)" (« [Note d'orientation sur la REDD+ sensible aux questions de genre+](#) ») est maintenant disponible en [espagnol](#) et en [français](#).
- Lancement - au mois de juin à l'occasion de l'événement intitulé « [Enseignements tirés de la gestion des problématiques de gouvernance de REDD+ par le biais de projets pilotes d'évaluation participative de gouvernance en Indonésie, au Viet Nam et au Nigeria](#) » - organisé par Norad le 17 juin – du [Practical Guide to Participatory Governance Assessments](#) ([Guide pratique des évaluations participatives de la gouvernance](#)), élaboré en tenant compte des contributions des pays pilotes entreprenant des EPG.
- Lancement de la [Boîte à outils de gestion des forêts durables](#) lors du [COFO22, Comité des forêts](#), qui s'est tenu à Rome du 22 au 27 juin.

Enseignements tirés :

- L'on a constaté un changement progressif des demandes des pays, désormais davantage orientées vers la collecte et l'exploitation des données de gouvernance de sorte à mieux comprendre les facteurs de déboisement et de dégradation des forêts, et vers la collecte d'informations au profit des SIS (systèmes d'information sur les garanties). En conséquence, ceci permet d'affiner les options stratégiques à l'appui de la REDD+ et contribue aux travaux qu'ils mènent sur les garanties.
- De toute évidence, il convient d'organiser des activités ayant pour objectif d'autonomiser les femmes et d'assurer l'équilibre entre les sexes, non pas séparément mais plutôt en les intégrant à d'autres actions et domaines thématiques à l'appui de la REDD+, permettant ainsi d'élaborer des indicateurs tenant compte de la disparité des sexes et aux activités liées au genre de disposer d'allocations budgétaires explicites.

Résultat 4 : Les peuples autochtones, les communautés locales, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes prennent une part effective aux décisions et à l'élaboration de stratégies sur la REDD+, ainsi qu'à leur mise en œuvre, au niveau national et international.

Cible : Le nombre de pays menant des activités et disposant de mécanismes permettant aux peuples autochtones, aux communautés locales, aux OSC et aux autres parties prenantes de participer pleinement et effectivement aux décisions ainsi qu'à l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies à l'appui de la REDD+ aura augmenté de 30 pour cent.



Avancées :

Renforcement des capacités des peuples autochtones et des organisations de la société civile (OSC) leur incitant à davantage s'impliquer dans l'action REDD+ :

- Au Cambodge, élaboration - avec l'appui d'un adossement technique de son Programme national - d'un [Manuel de formation REDD+](#), et organisation d'activités de renforcement des capacités sur le plan national et provincial pour le groupe de consultation de la REDD+, en portant l'accent sur les besoins fondamentaux de la REDD+ et sur les avancées en cours dans le pays à l'appui de la REDD+. En Argentine, la société civile est encouragée à participer au processus de préparation à la REDD+ à travers plusieurs initiatives, entre autres : l'instauration d'une « Commission consultative REDD+ » (Comision Asesora REDD+) qui jouera le rôle de plateforme nationale chargée de coordonner la mobilisation des parties prenantes dans le cadre du processus de préparation à la REDD+ ; la tenue d'un atelier national de socialisation des R-PP et demande aux peuples autochtones d'exprimer leurs opinions au sujet d'un « protocole de consultation » (proposition faite en consultation avec les peuples autochtones).
- Plus de 50 représentants des peuples autochtones et des OSC ont pris part aux discussions sur la REDD+ et aux séances d'échange des connaissances sur le principe du FPIC et les garanties, lors des réunions du Congrès Alliance mésoaméricaine des peuples et des forêts, qui a eu lieu à San José, Costa Rica, le 15 mars.
- En Côte d'Ivoire, avec l'appui d'un adossement technique, tenu de consultations pour la mise en place d'un plan de mobilisation national des parties prenantes dont des représentants de la société civile et des communautés locales. Cette approche vers le haut de mise en place du plan répond à la demande formulée par l'OSC et des observateurs autochtones au cours de la dixième réunion du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, qui a eu lieu du 25 au 27 juin 2013. Par ailleurs, le pays a également validé son R-PP lors d'une réunion à laquelle participaient des représentants des peuples autochtones et de l'OSC.
- Lancement d'un rapport sur les ateliers régionaux consacrés au FPIC, assorti d'informations sur le statut actuel du principe FPIC dans huit pays d'Amérique latine

et les Caraïbes (ALC), sur les enseignements tirés et les entrevues ayant eu lieu avec des représentants d'éminentes parties prenantes et expliquant que faire pour appliquer et mettre en œuvre la *Convention 169 de l'Organisation internationale du travail, la Convention relative aux peuples autochtones et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*.

- [En Papouasie-Nouvelle-Guinée](#) et au Viet Nam, formulation de leurs directives FPCI nationales en 2014 qui devraient être finalisées en 2015.

Renforcement de la représentation des peuples autochtones et le l'OSC dans les organes de gouvernance nationaux :

- En République démocratique du Congo, les OSC et les peuples autochtones renforcent et réorganisent leur plateforme REDD+, en définissant les critères à respecter pour obtenir le statut de membre, en cartographiant les membres et leurs domaines d'intervention, en précisant clairement les responsabilités et mandats de chaque membre, en examinant de nouveau les structures et les procédures internes de la plateforme, et en privilégiant la formation des membres dans certains domaines clés. Les activités menées sont basées sur les recommandations résultant d'[une auto-évaluation](#) réalisée en 2013, dont un rapport faisant état des leçons apprises sera mondialement publié en octobre 2014.
- [Des représentants auto-sélectionnés des OSC et des minorités ethniques du Viet Nam auprès du Conseil exécutif du Programme \(CEB\)](#) ont mis au point des plans de travail principalement axés sur six provinces pilotes, en vue de renforcer leur contribution envers le CEB.
- Au Bangladesh, en Côte d'Ivoire et au Myanmar, des réseaux autochtones ont commencé à organiser une auto-sélection nationale de représentants en prévision de la préparation aux futurs Programmes nationaux.
- En Équateur, en République du Congo et au [Sri Lanka](#), l'on a constaté un renforcement des plateformes de la société civile. Au Sri Lanka, l'action de sensibilisation a ciblé la plateforme des OCS – en particulier les représentants des OSC appartenant au Conseil exécutif du Programme ONU-REDD du Sri Lanka – pour les inciter à davantage participer aux processus nationaux.
- Le Panama a publié un rapport « [Écosystèmes forestiers dans les économies nationales et contribution de la REDD+ à la transition vers une économie verte : L'exemple du Panama](#) » qui identifie la valeur de l'écosystème forestier. L'Indonésie, la Tanzanie et la Zambie entreprennent des études d'évaluation qui permettront de faire valoir l'importance que revêtent les écosystèmes forestiers pour l'économie nationale. La République du Congo donne actuellement la dernière touche à une étude de faisabilité. Ces études viendront étayer les développements de la stratégie nationale à l'appui de la REDD+.
- Une meilleure compréhension des moyens à adopter pour enchâsser la REDD+ dans un passage vers une économie verte plus élargie, et du rôle que joue le secteur privé, grâce à la publication d'un rapport à l'occasion du sommet asiatique – « [Building Natural Capital: How REDD+ Can Support a Green Economy](#) ». (« [Renforcement du capital naturel : Comment la REDD+ peut-elle appuyer une économie verte](#) ») - qui s'est tenu à Jakarta le 6 mai. Le rapport a été diffusé sur les blogs du secteur privé, alors que la note politique [le rôle du secteur privé dans l'initiative REDD+ : argumentaire en faveur de l'engagement et options d'intervention](#) a été téléchargée 393 fois au cours de la période concernée.

Principales étapes franchies :

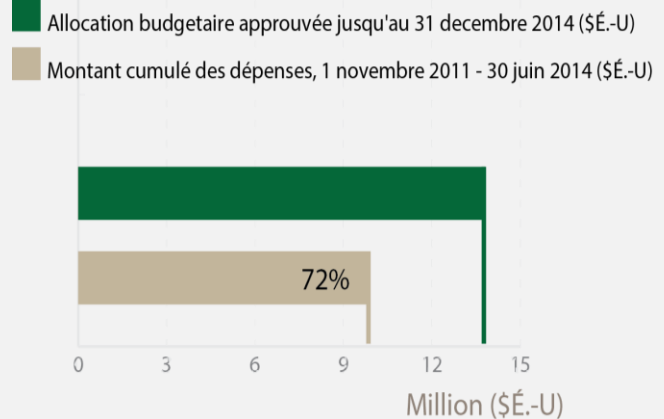
- Le Bangladesh, le Myanmar et le Viet Nam, en collaboration avec le Pacte asiatique des peuples autochtones, ont organisé des réunions préparatoires nationales suivies de [dialogues avec les peuples autochtones nationaux](#). Ces événements ont abouti à la formulation d'une série de recommandations tendant à faciliter une collaboration et une participation plus étroites au niveau de leurs programmes nationaux respectifs
- L'Équateur a élaboré ses directives FPIC nationales.
- Quatre pays pilotes sur six (Cambodge, Nigeria, Paraguay et Sri Lanka) ont créé des comités directeurs nationaux dédiés à la CBR+ (REDD+ à assise communautaire) et, entre-temps, des plans d'action des pays CBR+ ont commencé à prendre figure dans quatre des six pays pilotes (Cambodge, RDC, Nigeria et Paraguay). De plus, un groupe consultatif technique appuyant la CBR+ a été mis en place au Panama.
- Une [réunion régionale en Afrique](#) d'observateurs de peuples autochtones et d'OSC, consacrée au mécanismes et processus mondiaux concernant l'environnement et la REDD+, s'est déroulée à Nairobi les 29 et 30 avril. Cette réunion a rassemblé les observateurs officiels d'ONU-REDD, du FCPF, du Programme d'investissement pour la forêt et du Fonds d'investissement climatique, du Fonds vert pour le climat rattaché à la CCNUCC, du Fonds pour l'environnement mondial et de la Convention sur la diversité biologique. Au nombre des nombreux résultats de la réunion, il faut citer la mise en place d'une plateforme de dialogue panafricaine entre les observateurs des peuples autochtones et des OSC, et ayant pour vocation d'échanger des connaissances, de collaborer, de coordonner et d'améliorer la représentation des groupes participants

Enseignements tirés :

- Il est impératif de prendre un certain nombre de mesures avant de pouvoir mettre en route les Programmes nationaux et les R-PP. Ainsi, il faut identifier et organiser des groupes de parties prenantes clés et consulter les avant-projets des Programmes nationaux et des R-PP, pour permettre aux parties prenantes concernées de s'impliquer dans des processus nationaux selon les règles et en temps opportun. À présent, les fonds affectés à l'AAN fournissent à cet effet des fonds-relais par le biais d'un appui spécifique aux pays.
- Il est essentiel, au niveau national, de définir une perspective de changement claire et précise du secteur privé au regard de l'initiative REDD+.

Résultat 5 : Les garanties sont appliquées et respectées et les avantages multiples de la REDD+ sont obtenus.

Cible : Au moins 8 pays partenaires du Programme ONU-REDD ont identifié les éléments clés de leur approche nationale en matière de garanties et/ou ont incorporé des avantages multiples dans leur planification de la REDD+.



Avancées :

En bonne position pour atteindre les cibles du Résultat 5. Le Cambodge, le Costa Rica, la République démocratique du Congo, l'Équateur, le Pérou, le Paraguay, le Viet Nam et la Zambie ont bénéficié d'un appui technique au cours des premiers six mois de l'année. Le Bhoutan, le Kenya, la Mongolie, le Mexique et l'Ouganda sollicitent dans ce domaine d'activité un appui supplémentaire qui fait partie de leurs prévisions :

- Deux pays font appel à des outils et des données sur les avantages multiples pour mener des analyses spatiales et ont réussi à incorporer les résultats obtenus dans le processus de décisions relatives à la REDD+ : Le Viet Nam a commencé à appliquer l'analyse spatiale de concert avec des partenaires nationaux et infranationaux, produisant un effet domino en l'inscrivant ensuite dans le processus du plan d'action provincial de la REDD+. Le ministère de l'Environnement de la RDC se base sur les données recueillies sur les avantages multiples au niveau des unités administratives (territoires), instauré pour la Phase II, pour rendre compte des projets d'investissement du FIP.
- Deux pays ont amorcé des analyses des avantages multiples à l'aide des outils et des évaluations disponibles, cinq autres pays étant prêts à faire de même. Le Viet Nam a commencé à entreprendre des analyses détaillées à l'échelle provinciale et le Paraguay à l'échelle nationale. La République du Congo, le Kenya et l'Ouganda ont prévu de commencer des analyses des avantages multiples au cours des six derniers mois de 2014. À présent, le Cambodge procède à une analyse des coûts et avantages de la mise en œuvre de la REDD+. L'Équateur crée à l'heure actuelle des cartes comportant des zones de grande importance car elles offrent des avantages liés à l'eau, ainsi que des zones où les chances de réduire la pauvreté sont élevées. Le Paraguay a mis au point une méthodologie permettant de cartographier des zones disposant d'un potentiel de restauration forestière dans le cadre d'une action à l'appui de la REDD+, ainsi que les multiples avantages qu'elles offrent.
- Neuf pays (le Costa Rica, la République du Congo, le Cambodge, la RDC, l'Équateur, l'Indonésie, le Nigeria, la PNG et le Viet Nam) ont réussi à identifier les éléments clés de leur approche nationale en matière de garanties, et deux autres pays (le Bhoutan et l'Ouganda) envisagent de commencer à mener des activités dans ce domaine au cours du deuxième semestre de 2014. Le Mexique prévoit d'améliorer son SIS (système d'information sur les garanties) existant avec l'aide de l'appui technique d'ONU-REDD.

- Quatre pays ont identifié et élaboré des éléments contribuant à la conception globale d'un SIS : le Costa Rica a organisé des consultations entre et avec des parties prenantes et des entrevues avec des partenaires stratégiques, tout en procédant à un examen du cadre méthodologique concernant la conception du SIS. Ce pays a aussi entrepris une première évaluation des systèmes d'information disponibles sur son territoire et travaille à identifier des sources ou des systèmes d'information susceptibles de contribuer à son SIS. L'Équateur a organisé un atelier regroupant des experts et axé sur la conception du SIS. Le Pérou, de son côté, prépare à l'heure actuelle un projet de développement de dispositifs institutionnels pour le SIS.
- La Zambie a évalué jusqu'à quel point il est possible d'utiliser les informations recueillies dans le cadre d'une [Étude économique portant sur les moyens de subsistance des forêts](#) pour le SIS. Cette étude - la première étude de ce genre jamais entreprise par la Zambie en collaboration avec son Bureau central des statistiques - fournira davantage de renseignements sur la contribution économique que peuvent apporter les forêts aux populations de la Zambie en termes de subsistance. D'après les prédictions, il semblerait que la FLES fera figure d'étude nationale de collecte des données relatives aux forêts, à laquelle il sera fréquemment fait appel dans les années à venir.
- Le Cambodge, la PNG et le Viet Nam ont soit mis au point soit affiné leurs analyses de déficits respectives, au niveau des politiques, des lois et règlements applicables aux garanties à l'appui de la REDD+ conformément aux directives du cadre des [Accords de Cancun](#). L'Équateur poursuit en ce moment l'affinage de l'ensemble des indicateurs pour son système SIS.

Principales étapes franchies :

- C'est en 2013 que la cible fixée pour mettre au point un processus consultatif et pour offrir aux pays un cadre définissant les démarches nationales en matière de garanties, a été atteinte. Veuillez vous reporter à [l'Annexe 13 du Rapport annuel de 2013 du Programme ONU-REDD](#).
- Des séances, consacrées au renforcement des capacités et à des activités techniques sur l'appui de l'analyse spatiale à l'affectation des terres, ont eu lieu au Paraguay (21-24 avril), en République du Congo (5-7 mai), en République démocratique du Congo (8-9 mai) et au Viet Nam (14-27 juin). Au Cambodge (31 mars-2 avril), un aperçu d'un contexte économique lors d'une réunion de planification nationale a permis d'aboutir à la formulation de propositions de mise au point d'analyses des coûts et des avantages et d'outils de visualisation. Ces diverses réunions se sont soldées par : l'amorçage au Paraguay de scénarios de déboisement qui doivent arriver à terme dans les derniers six mois de 2014 ; la formation de 58 techniciens, venus de la République du Congo, sur l'utilisation de l'analyse spatiale pour inclure les avantages multiples dans la planification de l'activité REDD+ ; et une meilleure compréhension des parties prenantes, nationales et provinciales, de l'importance que revêt la cartographie des avantages multiples dans l'identification des zones prioritaires pour l'action REDD+. Au Cambodge, une réunion de planification nationale consacrée à l'inclusion des aspects économiques dans les activités de 2014, et qui a eu lieu du 31 mars au 2 avril, a abouti à la formulation de propositions de mise au point d'analyses des coûts et des avantages, tout en incluant l'utilisation d'outils de visualisation.
- [L'outil Approche nationale en faveur des garanties \(CAST\)](#) a été finalisé et lancé en

deux langues (anglais et espagnol), une version française étant en cours de préparation. Des outils, visant à améliorer la participation des femmes, ont été intégrés au CAST, tout comme l'ont été des ressources et des outils apparentés aux garanties et aux domaines d'activités associés - particulièrement en ce qui concerne l'engagement des parties prenantes et la gouvernance. La nouvelle version de l'outil d'identification des avantages et des risques (BeRT) v.2, qui a été créée sous un format interactif et lancée en octobre 2014, sera testée au cours d'un atelier consacré aux garanties au Bhoutan tard en 2014 ; il est entendu que des experts en garanties de la République du Congo la mettront à l'épreuve en septembre. Les résultats obtenus seront présentés pendant un atelier régional, organisé en Afrique sur la préparation juridique à la mise en œuvre de la REDD+.

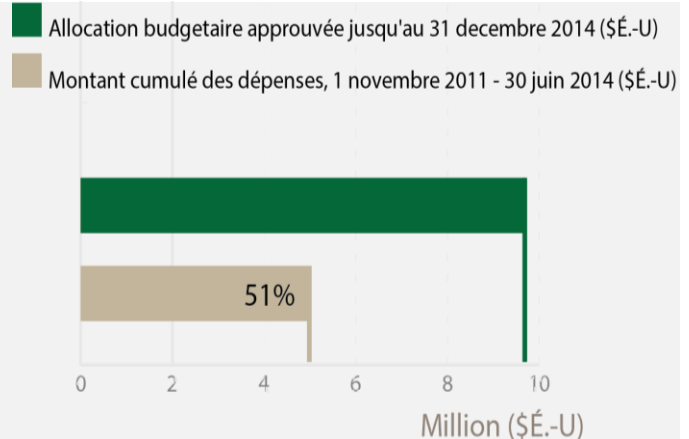
- Le feuillet « Une approche nationale proposée en faveur des garanties de Cancun » a été publiée en anglais, français et espagnol.
- Un premier ensemble de supports pédagogiques open-source sur les systèmes d'information géographique (SIG), en faveur des garanties et/ou l'information spatiale, ayant pour objectif d'élaborer des critères et de sélectionner des domaines prioritaires a été testé et finalisé. Des méthodologies d'analyse spatiale, intégrant une dimension économique, ont aussi été développées.

Enseignements tirés :

- La cible du cadre du suivi de l'AAN est le suivant : « au moins cinq pays qui ont commencé à avoir recours aux outils et aux analyses des avantages multiples incorporent les résultats à la prise de décision relative à la REDD+ » (Résultat 5.1). Il s'agit là d'une gageure, ceci constituant l'indicateur le plus difficile qui soit à satisfaire, car la prise de décision en faveur de la REDD+ doit être elle-même d'un niveau suffisamment avancé et précis.

Résultat 6 : La transition vers une économie verte et les stratégies et investissements de la REDD+ se renforcent mutuellement.

Cible: Les stratégies de trois pays du Programme ONU-REDD reconnaissent les investissements de REDD+ ; au moins trois accords d'investissement porteront expressément sur les solutions d'investissement dans les avantages multiples.



Avancées :

- Cinq pays (Indonésie, Panama, République du Congo, Tanzanie et Zambie) procèdent à l'heure actuelle à des études d'évaluation économique sur la contribution des forêts à l'économie nationale (voir aussi le Résultat 4).

- Un rapport régional sur le rôle que jouent les forêts et la REDD+ dans la transition vers une économie verte en Afrique est en ce moment en cours d'élaboration. Il a pour vocation de bâtir une assise propice à un dialogue et à une sensibilisation plus prononcés dans la région africaine, en rapprochant les investissements forestiers comme la REDD+ à la réduction de la pauvreté et aux activités de développement nationales.
- Un rapport mondial intitulé "[Financing Strategies for Integrated Landscape Investments](#)" (« [Stratégies de financement de l'aménagement intégré du paysage](#) ») a été rédigé par EcoAgriculture Partners et publié en mai 2014 à Washington DC. Cette publication traite des besoins, examine les obstacles, et dispense des recommandations à propos du financement de la gestion intégrée des terres. Ce bilan est le fruit d'une étude réalisée auprès de 250 institutions et mécanismes financiers qui soutiennent des investissements à objectifs multiples dans un contexte de paysages, ainsi qu'auprès de 29 institutions paysagistes intégrées.
- Le Panama, qui a bénéficié d'un appui ciblé en complément de son Programme national, a procédé à l'analyse technique de scénarios, et des coûts et avantages monétaires, environnementaux et sociaux que procure la REDD+. Les résultats – qui contribueront à l'élaboration de sa future stratégie REDD+ - indiquent que, selon la stratégie qui aura été choisie, le Panama pourrait à la fois atteindre les buts des émissions de gaz à effet de serre nulles, et bénéficier d'une entrée revenus nets positive émanant de la REDD+, et d'une amélioration du bien-être de sa population rurale. De toute évidence, on ne saurait trop insister sur l'importance que revêtent ces résultats pour obtenir le soutien de ministères clés en vue de la mise en œuvre de la REDD+.
- Le Paraguay a produit sa première carte des risques de déboisement, accompagnée d'une analyse intégrale des avantages multiples, et terminé son évaluation des coûts d'opportunité de la REDD+. Les résultats contribueront à l'élaboration de sa future stratégie REDD+ sur le plan national. Le Secrétaire de Environnement² du Paraguay, bénéficiant d'un appui ciblé et d'un adossement technique, procède en ce moment à une analyse économique d'un futur marché de certificats de compensation environnementale, identifié être l'un des marchés clés où engager la participation du secteur privé avec pour objectif la conservation forestière.
- L'Équateur, bénéficiant de l'appui d'un adossement technique, a produits trois scénarios de déboisement et de leurs risques, et a terminé son évaluation des coûts d'opportunité de la REDD+. Les résultats contribueront à l'élaboration de sa future stratégie REDD+ sur le plan national.
- L'Indonésie a aussi entrepris des travaux sur le Modèle d'économie verte en Indonésie (I-GEM - Indonesia Green Economy Model) :
 - Un modèle opérationnel, actuellement en cours d'essai par l'Agence nationale de planification et de développement d'Indonésie (BAPPENAS), est désormais disponible.
 - Le modèle du Kalimantan central est le premier modèle provinciale auquel peuvent accéder les planificateurs au niveau des districts.
 - Un modèle de démonstration a été créé au niveau national, et le Projet LECB-Indonésie progresse et prévoit de lancer un site Web d'apprentissage à distance,

² Appuyé par le PNUE-FI, un partenaire d'exécution clé d'UNPE/ONU-REDD.

- qui permettra à tous les planificateurs, scientifiques et activistes d'ONG d'Indonésie d'accéder à l'information sur l'économie verte et à la modélisation dynamique des systèmes.
- L'Office des Nations Unies pour la Coordination de la REDD+ en Indonésie, appuyé par le Programme ONU-REDD, travaille actuellement à la création d'un modèle basé sur l'I-GEM pour évaluer la valeur des services écosystèmes des forêts en Indonésie.
 - Quatre pays (le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Népal) ont soumis des demandes officielles d'appui technique en faveur de l'économie verte, suscitant un intérêt accru dans ce domaine d'activité.
 - Grâce à l'initiative « Collaborer avec le secteur privé et en mobiliser le financement pour atteindre les objectifs de la REDD+ » - un projet mondial conjoint UNEP-FI (initiative financière entre le PNUD et le PNUE) mis en œuvre au nom du Programme ONU-REDD par le biais du Programme pour les produits écologiques³ (GCP) – trois pays pilotes, notamment l'Indonésie, le Ghana et le Pérou, ont bénéficié d'un appui pour un développement de projet en cours :
 - En Indonésie, un accord a été passé entre l'Initiative pour l'Huile de palme durable et le ministère de l'Agriculture au sujet de la plateforme nationale de l'ISOP (huile de palme durable indonésienne), le vice-ministre suggérant que le ministère de l'Agriculture en assume la présidence. Les principes et de critères applicables aux petites exploitants ISPO, soutenus par le GCP, seront formalisés par un arrêté ministériel. Le Conseil Huile de palme d'Indonésie, des partenaires de développement, le secteur privé, des agences gouvernementales et des ONG œuvrent de concert pour lancer cette plateforme et la rendre opérationnelle d'ici au troisième trimestre de 2014.
 - Au Ghana, le projet pilote d'un modèle de cacao-culture dans le paysage pilote du district nord d'Asunafo à l'ouest du Ghana a sensiblement progressé. Ce projet a fourni des semis d'arbre de haute futaie aux fermiers et dispensé une formation sur la mise en terre des arbres dans les plantations de cacaoyers dans 345 communautés, tout en aidant la Commission des forêts à enregistrer les arbres nouvellement plantés. La Plateforme nationale des produits de base est désormais opérationnelle et collabore avec la World Bank Cocoa Scenario Planning, la World Cocoa Foundation's Cocoa Actions, et la Solidaridad and International Finance Corporation.
 - Au Pérou, un dialogue a été amorcé entre le GCP et le Grupo Romero - le principal producteur d'huile de palme.
 - Au niveau mondial, le GCP et le PNUE-FI, de concert avec l'Office des Nations Unies pour la Coordination de la REDD+ en Indonésie, ont organisé un atelier ayant pour thème l'[«intérêt économique de la REDD+»](#) au nom du Programme ONU-REDD en mai 2014, au cours duquel il a été question de l'utilisation des financements axés sur les résultats en faveur de la REDD+. Cet atelier a abouti à l'identification d'instruments financiers et d'interventions politiques qui, éventuellement, pourraient conduire à inciter le secteur privé à changer d'orientation en faveur d'une réduction du déboisement dans les chaînes

³ Le programme GCP met l'accent sur les produits de base les plus négociés ayant des impacts environnementaux et sociaux considérables : huile de palme, viande de bœuf et produits laitiers, cacao, café, ananas et soja.

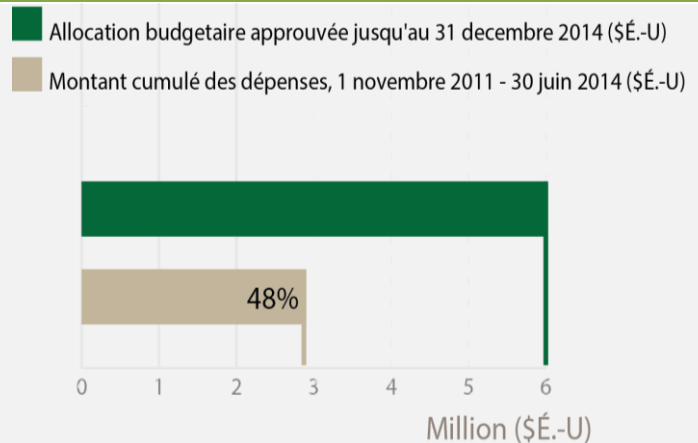
d'approvisionnement des produits de base. Le GCP a apporté une contribution technique à l'atelier et assuré la participation de parties prenantes clés appartenant au secteur privé.

Enseignements tirés :

Collaborer avec le secteur privé est une affaire délicate qui demande à être soigneusement gérée, car un grand nombre des partenaires potentiels sont des entreprises qui, bien souvent, font l'objet de critiques pour pratiquer la déforestation.

Résultat 7 : Les connaissances que recèle le Programme ONU-REDD sont approfondies, gérées, analysées et diffusées pour soutenir les efforts de la REDD+ à tous les niveaux (dirigés/coordonnés par le secrétariat).

Cible: Le Programme ONU-REDD a été positivement reconnu à 80 pour cent par les parties prenantes clés à tous les niveaux comme une source et un pôle de connaissances sur la REDD+. L'utilisation de supports de connaissance ONU-REDD s'est accrue d'au moins 20 pour cent par rapport au niveau de référence de 2012.



Avancées :

Le Programme continue d'être reconnu comme étant une ressource précieuse ayant progressé dans sa coordination des domaines associés aux capacités Communications/Événements/Gestion des connaissances (KM) :

- La stratégie KM du Programme a été finalisée, le mandat du nouveau groupe de travail KM interinstitutions a été défini, les critères régissant la conception des initiatives KM par les équipes du Programme ont été établis et un coordonnateur régional de KM appuyant directement les régions a été nommé. La refonte de [l'espace de travail collaboratif](#) du Programme – soit le pôle de connaissances majeur du Programme – a également été amorcée. Ces actions constituent les assises d'une capacité KM qui prend de plus en plus d'ampleur au fur et à mesure que progresse le Programme.
- La remise en route des voies de communication du Programme a été amorcée, notamment la mise à jour du [site Web](#) qui fournit des informations actualisées et un flot régulier des dernières nouvelles, la réédition du bulletin mensuel du Programme, la réactivation du compte Twitter et de la page Facebook du Programme. Comme indiqué dans les sections Réalisation ci-après, tout ceci a permis au Programme de se reclasser et d'atteindre les principales étapes planifiées au titre de chaque Résultat en 2014.
- L'engagement des parties prenantes, en ce qui concerne les outils d'échange

d'informations sur la gestion des connaissances (KM) du Programme, s'est considérablement accru, ceci étant quantitativement démontrable. Par ailleurs, la fréquentation de Facebook a phénoménalement augmenté de 230 % par rapport aux six mois précédents, cependant que la fréquentation cumulative atteinte a fait un bond de plus de 400 % depuis la dernière période passant de 6 000 à 42 000 visiteurs ; plus de 500 nouveaux adeptes ont déclaré « aimer » la page Facebook du Programme. La fréquentation du compte Twitter du Programme a elle aussi augmenté, enregistrant plus de 500 nouveaux adeptes dans la période considérée, et le nombre de messages partagés et renvoyés a énormément augmenté, principalement en raison du partage de plus en plus répandu du flow d'informations actualisées et des dernières nouvelles sur la REDD+. Le nombre de messages Twitter a aussi augmenté au cours de cette période passant de 78 à 236, ce qui équivaut à une augmentation de 300 %. L'on a constaté pendant cette période une diminution de l'intérêt des parties prenantes pour l'espace de travail, en moyenne de 25 %, fait auquel on s'attendait au vue du lancement imminent de la plateforme mise à jour.

- Répondant aux demandes et besoins des pays et des régions, le Programme a créé un nombre considérable de supports de connaissance, organisant à l'appui au moins quatre ateliers régionaux consacrés à l'échange des connaissances, publiant le nouveau document « garanties et avantages multiples » en ligne, mettant au point et faisant la promotion de l'outil Approche nationale en faveur des garanties (CAST) et organisant bien d'autres ateliers techniques, la diffusion de publications, de communiqués de presse, de produits et d'outils et d'événements. Toutes ces informations sont consultables sur les pages appropriées du site www.unredd.net.

Voici quelques exemples des supports de connaissance les plus connus:⁴

- [En marche vers la REDD+ : L'appui du Programme ONU-REDD à la préparation au processus REDD+](#) (en [espagnol](#) et en [français](#)) (Résultat 7),
- [Assessing Forest Governance: A Practical Guide to Data Collection, Analysis and Use](#) (Résultat 2),
- [Strategy in the making: How Zambia Approached REDD+ Strategy Development - Lessons, Experiences and Strategic Directions](#),
- [Mettre en valeur le capital naturel : le soutien que l'initiative REDD+ peut apporter à l'économie verte](#) (en [espagnol](#), [français](#) et [Bahasa](#)) (Résultat 4),
- [Understanding drivers and causes of deforestation and forest degradation in Nepal: potential policies and measures for REDD+](#) (Résultat 2), et
- [Strengthening Indigenous Peoples Capacities for their Informed Participation in the Design and Implementation of a REDD+ Mechanism in Peru](#)

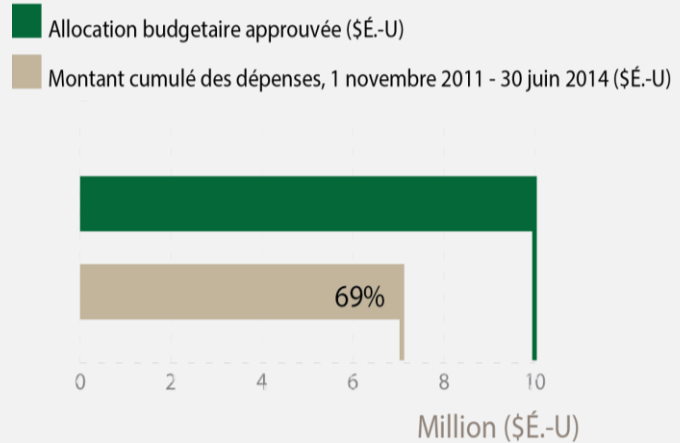
Enseignements tirés :

Pour pouvoir servir de pôles de connaissance, les systèmes et les outils KM (l'espace de travail, par exemple) doivent disposer d'un apport d'informations régulier. Il faut mettre en place des capacités humaines appropriées, au niveau mondial et régional, pour s'assurer que les équipes concernées – y compris au niveau national – fournissent plus systématiquement des informations à ces systèmes.

⁴ Quelques résultats inclus dans le cadre du Résultat 7 ont été réalisés avec des fonds de divers Résultats et Réalisations. Ils sont signalés dans le cadre de leurs Résultats respectifs et résumés ici, étant donné qu'ils sont pertinents aux réalisations du Résultat 7.

Résultat 8 : Le Programme ONU-REDD offre aux pays partenaires, au Conseil d'orientation et aux organismes participants des Nations Unies des services de secrétariat prompts et efficaces.

Cible: D'ici à la fin 2015, les procédures et pratiques auront été améliorées pour assurer l'efficacité, la transparence et la responsabilité de l'appui du Conseil d'orientation à la satisfaction de ses membres. Le Programme a un meilleur aperçu des besoins des pays, lui permettant d'adapter l'appui sollicité en conséquence ; il a aussi une vision limpide de la période post-2015.



Avancées

Le secrétariat a coordonné et/ou participé à la réalisation des activités suivantes, assorties de leurs principaux résultats explicités ci-après :

- La première Évaluation extérieure du Programme ONU-REDD a été achevée en juin 2014, suite aux retours d'informations et observations des membres et observateurs du Conseil d'orientation. L'évaluation, qui portait sur la période allant de 2008 à 2013, a donné un aperçu et fourni des recommandations qui ont joué un rôle déterminant dans la formulation de la stratégie du Programme post-2015, c.-à-d. la stratégie du Programme ONU-REDD pour 2016-2020.
- L'ébauche de feuille de route concernant l'élaboration de la stratégie du Programme ONU-REDD pour 2016-2020 a été élaborée en vue d'être soumise à l'appréciation et à l'approbation du Conseil d'orientation à l'occasion de la douzième réunion du CO qui s'est tenue à Lima, au Pérou, du 3 au 9 juillet.
- Trois ateliers régionaux – organisés le 8 mai à Jakarta, le 12 mai à Nairobi et le 28 mai à Panama – consacrés à la structure de gouvernance, au règlement intérieur, à la stratégie, aux modalités d'exécution, aux récentes décisions et événements marquants du Conseil d'orientation, ont permis de renforcer les capacités des nouveaux membres et observateurs du Conseil.
- Les régions ont sélectionné six nouveaux pays membres du Conseil (l'Argentine, le Bangladesh, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, le Honduras, et le Sri Lanka), à l'issue du processus d'auto-sélection convenu lors de la onzième réunion du Conseil d'orientation (Décision PB11/9a) ; ils débiteront leur mandat dès la douzième réunion du Conseil d'orientation.
- Neuf décisions, prises lors de la onzième réunion du Conseil d'orientation, ont été appliquées ; quatre autres décisions intersessions ont été rendues, accueillant quatre nouveaux pays partenaires (la République du Tchad, la République de Guinée équatoriale, la République de Guinée-Bissau et le Malawi), et accordant une prolongation de délai sans coût au Programme national de Colombie.
- Le premier processus budgétaire de l'AAN, en conformité avec la Décision PB11/9c,

a été mis en œuvre dans le cadre de la révision budgétaire et du plan de travail de 2015, ouvrant la voie à une consultation plus approfondie avec le Conseil d'orientation sur les domaines de travail prioritaires et la budgétisation.

- Sept demandes des pays et une demande régionale sollicitant un appui ciblé ont été évaluées par le secrétariat et approuvées par les organismes participants de l'ONU.
- De concert avec le Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs (B-FASM), le Programme a encore avancé en ce qui concerne son système de notification axé sur les résultats - comme de nouveaux développements, mentionnés dans le [Rapport annuel de 2013](#) - , en faisant part au niveau des pays des résultats quantifiés par rapport à des cibles pré-identifiées et en mettant en exergue les progrès accomplis au titre des deux principales modalités d'exécution du Programme, à savoir individuellement et conjointement. Le Programme et le FCPF oeuvrent ensemble pour davantage harmoniser les besoins de notification des programmes des pays (Programmes nationaux).
- Le Programme, avec le FCPF, a appuyé le PNUD pour faciliter la question des actions liées à l'affectation des terres et des forêts en vue du Sommet sur le climat convoqué par le Secrétaire général le 23 septembre.
- Assurance d'un appui continu à la mise en œuvre et au pilotage des Programmes nationaux, en ayant l'intention de présenter un outil de suivi de portefeuille lors du CO12 ; en prévoyant un adossement technique et le recours à des lignes directrices sur l'initiative « Unis dans l'action » ; et en produisant une notification rationalisée permettant une communication fluide des réalisations et des résultats des PN au Conseil d'orientation.
- Il a été possible de maintenir et de faire progresser la coordination interinstitutions, au travers d'ateliers de coordination organisés chaque semaine, et grâce aussi aux contributions périodiques de plusieurs groupes dont le Groupe de stratégie, le Groupe de coordination du Programme global, le Groupe de travail des Programmes nationaux et d'autres groupes de travail thématiques sur les garanties et les avantages multiples, et sur la préparation juridique.

Enseignements tirés :

L'évaluation du Programme a mis en évidence le fait que la REDD+ est une initiative qui s'inscrit dans la durée et que les enjeux en sont multiples. Les organismes des Nations Unies, participant au Programme, se sont vus confrontés à un processus d'apprentissage difficile, et ont déployé des efforts considérables pour abattre les barrières qui faisaient obstacle à leur cheminement vers la préparation à la REDD+. En fait, le rapport d'évaluation a mis en exergue les points forts et les opportunités du Programme, tout en faisant état des points faibles et des menaces.

3. Information financière

Le Tableau 1 ci-dessous présente des informations financières en termes de réalisations et de résultats, ainsi que leur répartition par organisme participant de l'ONU, pour la période allant du 1^{er} novembre 2011 au 30 juin 2014 de l'AAN. Les colonnes indiquent les montants transférés, les dépenses et les taux d'exécution.

Tableau 1. Budget et dépenses de l'AAN, couvrant la période allant du mois de novembre 2011 au mois de décembre 2014, en termes de réalisations et de résultats.

Résultat du Programme (Référence : document-cadre AAN du Programme global)	Org. part. ONU	Budget approuvé ⁵ 1 nov. 2011 - 31 déc 2014 (USD) A	Dépenses des années précédentes (USD)		Dépenses de l'année en cours (1 janvier au 30 juin 2014 (USD))			Cumul des dépenses totales (USD) 1 nov. 2011 - 30 juin 2014 (B+C+G) G	% d'exécution (cumul des dépenses totales/ Budget alloué pour la période du 1 ^{er} nov. 1 au 31 déc. 2014) G/A
			1 nov. 2011 - 31 déc. 2012 B	1 jan. - 31 déc. 2013 C	Engagements ⁶ D	Décaissements ⁷ E	Total des dépenses ⁸ (D+E) E		
Résultats 1 : Les pays REDD+ sont dotés des systèmes et des capacités nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre le MRV et le suivi									
Réalisation 1.1 : activités, outils et méthodes pour la MRV et le suivi	FAO	5 491 802	1 533 790	1 192 714	689 103	560 393	1 249 496	3 976 000	72%
Réalisation 1.2 : Appui technique à	FAO	15 039 181	3 809 070	2 769 805	6 661 338	1 438 604	8 099 942	14 678 817	98%

⁵ Le budget approuvé comprend 613 695 USD directement octroyés au PNUE par le gouvernement espagnol en faveur de l'AAS.

⁶ Il se pourrait que le montant pour lequel des contrats juridiquement contraignants ont été signés, dont les contributions pluriannuelles engagées, soit payé dans les années à venir.

⁷ Montant versé à un fournisseur ou une entité en contrepartie de biens reçus, travail accompli, et/ou services rendus (ne comprend pas des engagements non réglés).

⁸ Total des contributions engagées et des décaissements réalisés)

la mise en œuvre au niveau des pays et renforcement des capacités	PNUD	577 000	290 759	169 342	57 532.00	103 645	161 177	621 278	108%
	PNUE	135 000	122 307	12 692	-	-	-	134 999	100%
Sous-total pour le Résultat 1		21 242 983	5 755 927	4 144 553	7 407 973	2 102 642	9 510 615	19 411 095	91%
Résultat 2 : Des systèmes de gouvernance nationale fiables et ouverts à tous sont instaurés afin de mettre en œuvre la REDD+									
Réalisation 2.1 : Des systèmes fiables, inclusifs et placés sous le contrôle des pays, permettant l'analyse, l'évaluation et la prise en compte des enjeux de la gouvernance ainsi que le recueil et le partage des données sur la gouvernance..	FAO	831 640	197 990	203 586	151 433	140 699	292 132	693 708	83%
	PNUD	3 310 198	802 655	605 107	413 889	479 038	892 927	2 300 689	70%
Réalisation 2.2 : Renforcement de la mise en œuvre nationale de la préparation à la REDD+.	PNUD	5 314 890	80 221	1 636 292	1 594 486	1 383 093	2 977 579	4 694 092	88%
Réalisation 2.3 : Les cadres juridiques relatifs aux forêts sont analysés et consolidés afin de mettre en œuvre les programmes et stratégies de REDD+ au niveau national	FAO	1 255 641	179 204	287 177	425 586	38 326	463 912	930 293	74%
	PNUE	275 000			34 119	72 908	107 027	107 027	39%

Réalisation 2.4: Les capacités nationales sont renforcées en vue des paiements axés sur la performance et dans l'optique de systèmes de partage des avantages (BDS) ouverts à tous.	PNUD	1 816 872	61 827	563 676	641 115	333 524	974 639	1 600 142	88%
Réalisation 2.5 : Appui à l'identification des politiques et mesures connexes au niveau national (notamment la prise en compte des facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts)	FAO	1 298 329	162 982	203 205	276 166	28 103	304 269	670 456	52%
Réalisation 2.6 : Risques de corruption liés à la REDD+	PNUD	2 299 243	593 838	797 800	555 309	349 619	904 928	2 296 566	100%
Réalisation 2.7: Renforcement technique des capacités des institutions en matière de régime foncier des terres (afin de lutter aussi contre les facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts).	FAO	998 113	197 090	373 072	143 115	47 076	190 191	760 353	76%

Réalisation 2.8 : Les femmes participent aux systèmes nationaux de REDD+	PNUD	713 493	50 885	216 890	57 100	49 101	106 201	373 976	52%
Sous-total pour le Résultat 2		18 113 419	2 326 693	4 886 805	4 292 318	2 921 487	7 213 805	14 427 303	80%
Résultat 3 : Les systèmes nationaux en faveur d'une gestion transparente, équitable, fiable et responsable du financement de la REDD+ sont renforcés (dépenses prévues jusqu'au 31 décembre 2012, préparations du résultat suspendue)									
Réalisation 3.2 : Systèmes de partage des avantages transparents, équitables et responsables.	FAO	178 096	80 168				-	80 168	45%
Réalisation 3.4 : Les avantages de la REDD+ renforcent l'équité et la réduction de la pauvreté.	PNUD	247 305	0			-	-	-	0%
Sous-total pour le Résultat 3		425 401	80 168			-	-	80 168	19%
Résultat 4 : Les peuples autochtones, les communautés locales, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes prennent une part effective aux décisions et à l'élaboration de stratégies sur la REDD+, ainsi qu'à leur mise en œuvre, au niveau national et international.									
Réalisation 4.1 : Les peuples autochtones, les communautés locales, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes concernées sont informés des processus, politiques et activités REDD+	PNUD	1 466 917	128 041	145 156	56 819	44 205	101 024	374 221	26%

nationaux et internationaux.									
Réalisation 4.2 : Les principes, lignes directrices et procédures concernant la participation des parties prenantes aux processus REDD+ nationaux et internationaux sont élaborés dans le cadre de consultations ouvertes.	PNUD	1 011 199	390 272	399 145	124 151	165 576	289 727	1 079 144	107%
Réalisation 4.3 : Mise en œuvre de pratiques et d'orientations pour la mobilisation effective des parties prenantes avec le soutien des pays REDD+.	PNUD	2 273 280	69 958	1 076 945	644 964	352 431	997 395	2 144 298	94%
Réalisation 4.4: Appui aux parties prenantes pour qu'elles participent aux processus REDD+ nationaux et internationaux et pour qu'elles les influencent.	PNUD	1 267 243	300 715	236 828	126 676	97 797	224 473	762 016	60%

Réalisation 4.5 : Engagement du secteur privé dans la préparation à la REDD+ et large consensus parmi les parties prenantes sur l'engagement du secteur privé.	PNUE	2 450 000	188 897	266 103	1 112 758	240 389	1 353 147	1 808 147	74%
Réalisation 4.6 : Engagement au niveau communautaire et contribution des parties prenantes à la mise en œuvre de la préparation à la REDD+, grâce à l'appui à la REDD+ à assise REDD+	PNUD	3 738 318			3 729 677	8 640	3 738 317	3 738 317	100%
Sous-total pour le Résultat 4		12 206 957	1 077 882	2 124 177	5 795 045	909 038	6 704 083	9 906 142	81%
Résultat 5 : Les garanties sont appliquées et respectées et les avantages multiples de la REDD+ sont obtenus.									
Réalisation 5.1 : Les pays mettent à profit les outils, les orientations et l'appui disponibles pour tirer parti des avantages multiples.	PNUD	753 390	279 763	-27 449	42 800	32 269	75 069	327 383	43%
	PNUE	2 380 575	157 152	703 707	622 956	108 160	731 116	1 591 975	67%
Réalisation 5.2 : Les pays mettent à profit l'appui pour appliquer et respecter les garanties	FAO	1 704 765	337 287	359 689	542 480	100 177	642 657	1 339 633	79%
	PNUD	1 620 365	445 308	236 616	84 745	86 232	170 977	852 901	53%
	PNUE	2 637 801	281 783	569 572	662 970	86 544	749 514	1 600 869	61%
Réalisation 5.3 : Les pays mettent à	PNUD	1 197 063	604 335	355 347	480 188	155 203	635 391	1 595 073	133%

profit l'appui pour fournir des informations sur la manière dont les garanties sont appliquées et respectées.	PNUE	3 472 017	1 344 422	527 213	653 882	93 914	747 796	2 619 431	75%
Sous-total pour le Résultat 5		13 765 976	3 450 050	2 724 695	3 090 021	662 499	3 752 520	9 927 265	72%
Résultat 6 : La transition vers une économie verte et les stratégies et investissements de la REDD+ se renforcent mutuellement									
Réalisation 6.1 : L'intérêt économique de la REDD+ est clairement mis en avant.	PNUE	2 208 991	296 792	605 855	241 792	135 174	376 966	1 279 613	58%
Réalisation 6.2 : Conseils techniques à l'appui des solutions et des stratégies d'investissement pour la REDD+.	PNUE	2 590 603	605 415	622 219	314 306	139 297	453 603	1 681 237	65%
	PNUD	213 102	26 450	61 995	35 915	35 915	71 830	160 275	75%
Réalisation 6.3 : Fourniture de conseils techniques et d'un appui afin de lutter contre les facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts dans le contexte d'une économie verte.	PNUD	1 675 000					-	-	0%
	PNUE	2 974 906	812 923	617 477	284 298	111 578	395 876	1 826 276	61%
Sous-total pour le Résultat 6		9 662 602	1 741 580	1 907 546	876 311	421 964	1 298 275	4 947 401	51%

Résultat 7 : Les connaissances que recèle le Programme ONU-REDD sont approfondies, gérées, analysées et diffusées pour soutenir les efforts de la REDD+ à tous les niveaux (dirigés/coordonnés par le secrétariat)									
Réalisation 7.1 : Élaboration et amélioration des ressources et systèmes de gestion des connaissances (KM).	FAO & Sec	218 026	219 481	11 112	-	-	-	230 593	106%
	PNUD & Sec	620 704	9 990	68 390	-	48 163	48 163	126 543	20%
	PNUE & Sec	487 134	269 491	27 307	2 703	3 852	6 555	303 353	62%
Réalisation 7.2 : Les connaissances sur la REDD+ sont constamment générées, adaptées et partagées sous des formats divers et innovants propres à encourager l'apprentissage, le plaidoyer, la promotion et le renforcement des capacités	FAO & Sec	949 911	213 866	288 017	164 284	160 917	325 201	827 084	87%
	PNUD & Sec	1 799 611	40 416	24 653		3 950	3 950	69 019	4%
	PNUE (Sec)	860 915	44 589	412 984	54 598	77 821	132 418	589 991	69%
Réalisation 7.3: Création, développement et mise en place d'une Académie REDD+, disposant des ressources et outils nécessaires pour assurer le renforcement des capacités (nouvelle réalisation)	PNUE	1 100 000			414 692	337 427	752 119	752 119	68%
Sous-total pour le Résultat 7		6 036 302	797 832	832 463	636 276	632 130	1 268 406	2 898 702	48%

Résultat 8 : Le Programme ONU-REDD offre aux pays partenaires, au Conseil d'orientation et aux organismes participants des Nations Unies des services de secrétariat prompts et efficaces									
Réalisation 8.1 : Gestion efficace du secrétariat, et, dans l'ensemble, mise en place de mécanismes efficaces et effectifs pour l'assurance-qualité et la coordination entre les organismes.	All	2 776 018	564 230	557 315	410 803	494 718	905 521	2 027 066	73%
Réalisation 8.2 : Une assurance-qualité interinstitutions est fournie aux Programmes nationaux.	All	1 295 237	379 629	531 982	102 701	123 679	226 380	1 137 991	88%
Réalisation 8.3 : Fourniture d'une assurance-qualité interinstitutions pour l'appui aux activités nationales REDD+ (AAN).	All	1 079 364	355 638	506 650	51 350	61 840	113 190	975 478	90%
Réalisation 8.4 : Le Conseil d'orientation, le Groupe de stratégie et le Groupe d'administration sont opérationnels et efficaces	All	2 048 940	739 160	607 980	154 051	185 519	339 570	1 686 710	82%
Réalisation 8.5 : Le cadre de suivi, axé sur les résultats, intégrant le suivi et d'évaluation, est		1 560 107	273 425	202 660	256 752	309 198	565 950	1 042 035	67%

mis en œuvre	All								
Réalisation 8.6 : Renforcement des partenariats externes et de la mobilisation des ressources.	All	288 834	-	126 662	51 350	61 840	113 190	239 852	83%
Réalisation 8.7 : Le secrétariat encourage efficacement les pays à se rendre en main pour mieux intégrer et coordonner leurs programmes et activités de préparation à la REDD+.	All	1 200 000	-	-			-	-	0%
Sous-total pour le Résultat 8		10 248 500	2 312 082	2 533 249	1 027 008	1 236 794	2 263 802	7 109 133	69%
Total par organisme participant des Nations Unies (pour tous les résultats) :	FAO	31 617 355	7 477 010	6 223 803	9 417 801	2 836 247	12 254 048	25 954 861	82%
	PNUD	34 220 102	4 817 235	7 566 474	9 025 745	4 240 822	13 266 567	25 650 276	75%
	PNUE	25 864 684	5 247 966	5 364 663	4 681 405	1 809 485	6 490 890	17 103 520	66%
Coûts d'appui indirects (7 %)		6 419 150	1 225 955	1 340 846	1 618 747	622 059	2 240 805	4 807 606	
Total général		98 121 291	18 768 166	20 495 786	24 743 698	9 508 613	34 252 310	73 516 262	75%